

**Fanny PIGEAUD, 2011. *Au Cameroun de Paul Biya*. Les terrains du siècle, Paris : Karthala, 266 p.**

La lecture des premières pages dévoile les fréquentations de Fanny Pigeaud pendant son séjour à Yaoundé pour l'AFP et Libération et les régions du Cameroun qu'elle a privilégiées. Elle campe résolument dans les cercles d'opposition, principalement celui des néo-upécistes, dont elle épouse systématiquement le point de vue. Elle s'alimente exclusivement à la presse d'opposition, mais la presse camerounaise – une vingtaine de titres - est ainsi faite que les excès de flagorneries des journaux « officiels » (*Cameroon tribune, l'Aurore*) nourrissent les outrances de la presse d'opposition (*Mutations, Le messenger, La nouvelle expression, Le jour...*) dans une spirale sans fin. F. Pigeaud va donc instruire à charge contre le gouvernement d'Ahmadou Ahidjo et celui de son successeur, Paul Biya.

Les faits avérés s'effacent devant les événements rapportés et, trop souvent, devant les rumeurs issues des arrières cours des ministères et de quelques « chantiers » en vogue<sup>1</sup>. Tous les « témoins » convoqués sont des opposants, qui au Cameroun font plutôt dans l'incantatoire. On y rencontre l'incunable écrivain opposant de profession depuis quatre décennies, Mongo Béti, qui vit en France, le philosophe chrétien Jean-Marc Ela et l'anglophone, Monseigneur Christian Tumi... L'ensemble s'accompagne de citations en nbp de *Peuples noirs, peuples africains*. Lorsque des affidés du RDPC, le parti au pouvoir, sont approchés, c'est pour proférer, sous le manteau et dans l'anonymat requis, quelques aveux donnant bien raison à l'opposition.

Quant aujourd'hui on écrit sur le Cameroun il est des référents incontournables, mentors qui d'ailleurs n'en demandent pas tant. On se doit de parler de la « politique du ventre » ou de « la politique par le bas » de J.-F. Bayart. On en appelle à la haute autorité d'Achille Mbembé, excellent politologue, ludion des médias que l'on s'arrache de Johannesburg à Paris, en passant par Washington, et aussi à mon collègue et ami de l'IRD, Fred Eboko, le politiste qui monte. Nul reproche à faire à ces références si ce n'est, pour F. Pigeaud, de les utiliser pour bien montrer de quel bois militant elle se chauffe.

Prisonnière de ses fréquentations et de ses lectures, F. Pigeaud n'a à aucun moment – ce qui est surprenant pour une journaliste – cherché à avoir directement accès au pays réel et pourquoi ne pas aller « sur le terrain », « en brousse » ? Au Cameroun il existe aussi un Est et un Nord, bien rarement évoqués.

On assiste ainsi à une mise en accusation du pouvoir qui va crescendo. Le pouvoir de Biya asphyxie l'opposition, puis l'appâte pour la faire revenir à la mangeoire (78). Biya encourage la corruption et les ministres achèteraient leurs charges à « coup de

---

<sup>1</sup> Ce qui relève parfois du « congossa » (potin médisant camerounais).

milliards » (96). Fossoyeur de la classe moyenne camerounaise, Biya empêche l'émergence d'une société civile cohérente et subvertit les associations des droits de l'Homme. Le RDPC, par le biais de l'Ecole normale d'administration, formate l'esprit de générations d'étudiants (72). Quant à l'université, elle serait rendue à une dépendance du RDPC (168). Les militants du RDPC, eux-mêmes, ne croiraient plus en leur propre parti et le régime de Biya « ressemble finalement à une vaste organisation mafieuse » (149).

Depuis son observatoire citadin F. Pigeaud en reprend tous les fantasmes : « le complot bamiléké » à l'Ouest auquel répond le « pays organisateur », celui des Béti, ethnie du Président, au Centre. Et l'on voit défiler ces ethnies engagées dans l'histoire sans fin d'une réciproque méfiance. Elle se traduit par des guerres de tranchées au sein de la plupart des administrations. On a aussi droit aux intrigues du sérail avec la mort suspecte de la première femme de Paul Biya et à un rappel des coups bas du pouvoir qui, par exemple, aurait suscité l'arrivée de sociétés indo-pakistanaïses pour mieux concurrencer et freiner le commerce dominé par les originaires de l'Ouest. Dans ces mêmes cercles on ressasse depuis des lustres la façon dont le président Ahidjo avait, dans l'objectif d'un rééquilibrage, autorisé les gens du Nord – très en retard en terme de scolarisation – à présenter des candidatures, pour les mêmes postes, avec le Bepc alors que le baccalauréat était exigé pour d'autres. On retrouve, sans exception, tous les poncifs négatifs concernant le gouvernement Ahidjo.

S'il convient, bien sûr, de ne pas trahir l'histoire, encore faut-il ne pas la dénaturer. Ici les évocations du passé adoptent sans surprise le canevas des crypto-upécistes. Le Cameroun amorce son indépendance avec une sale guerre coloniale prétendue « cachée ». Encore convient-il de recentrer géographiquement les troubles. Les zones affectées par l'UPC se sont réduites à Douala, son arrière-pays basa et une partie de l'Ouest bamiléké. La majorité du pays, le Centre, l'Est et le Nord, ne participe pas, voire s'oppose, au mouvement marxisant de ces intellectuels côtiers.. Mais pour l'UPC, l'Indépendance, la vraie, n'a pu avoir lieu et le Président Ahmadou Ahidjo, candidat de la France avec son parti l'UNC, sont d'entrée déclarés illégitimes. Paul Biya, choisi comme successeur par Ahidjo, ne pouvait être, de par sa filiation, qu'illégitime (71) et il le sera à chaque élection et plus encore lors de celle, contestée, contre John Fru Ndi, en 1992.

L'ombre portée néo coloniale demeure avec les entreprises françaises et leurs collusions avec la classe politique camerounaise. Le dénoncer, c'est encore faire profession d'indépendance pour la journaliste. Mais ce sont toutes les entreprises, même américaines, qui confrontées à la montée de la concurrence chinoise, composent avec le régime Biya. Une culpabilité certaine de la communauté internationale se trouverait ainsi établie.

Dans cette thèse d'histoire immédiate non académiquement encadrée, quelques passages seraient à retenir. J. Pigeaud y reprend l'excellent travail de D. Malaquais sur la « feymania », ces jeunes gens parvenus, riches et mafieux. Elle évoque aussi la fête internationale de la femme, grande journée... et nuit de défoulement féminin (227). Quant à la partie sur le Cameroun et le foot, avec les emblématiques « Lions indomptables » (181-190), mieux que tout autre développement, elle rend compte de l'état de délitement des structures d'encadrement du pays. F. Pigeaux

échappe, enfin, à l'angélisme ambiant des bailleurs de fonds et dénonce ces ONG représentantes autoproclamées de la société civile. Celles lancées dans la rhétorique du « renforcement des capacités » de ladite société civile et dans la lutte contre la corruption s'avèrent justement les plus corrompues. Elles ont réussi à tendre des pièges sophistiqués pour dérouter l'argent de la rente du Nord... d'où le récent désengagement de l'aide à ces ONG camerounaises (214, 224, 246).

A la fin de la lecture de cet ouvrage, devant cette accumulation *ad nauseam*, sur 266 pages, de corruptions, de vilénies, de nullités promues, d'impostures et de trahisons... l'indignation recherchée par l'auteure n'est pas au rendez-vous et l'on se trouve saisi de perplexité devant ce « tous pourris ». A la conclusion qu'elle formule, à savoir que la société camerounaise serait incapable de trouver en elle-même des ressources morales pour se relever quand bien même Paul Biya aurait disparu, on ne peut que se ranger à la soumission commune des Camerounais et reprendre l'une de leurs expressions favorites : « On va faire comment ? »....

Christian SEIGNOBOS (2012)